## A quand le dévoilement de la vérité sur le génocide rwandais ?

La Libre Belgique, 08-04-21 Trop souvent nous sommes confrontés à des présentations aussi partiales que peu subtiles de la tragédie rwandaise. C'est comme si nous étions alors acculés à ranger toutes les victimes dans un cam ethnique et tous les coupables dans l'autre. Une carte blanche de Johan A. Swinnen, Ancien ambassadeur à Kigali (1990-1994). Auteur de "Â Rwanda, mijn verhaalÂ" (Polis-Pelckmans, 2016).

Alors que nous pleurons jusqu'à aujourd'hui le lourd tribut humain du génocide rwandais, nous ne pouvons éviter de nous poser des questions sur les circonstances dans lesquelles la calamité a eu lieu. Les décisions des uns et des autres s'apparentaient alors souvent à un théâtre d'ombres et de lumià res. "Dans quelle pià ce avons-nous donc C'est la question, sans réponse définitive, que je développe au terme de mon livre de souvenirs d'ambassadeur de Belgique à Kigali, de 1990 à 1994. Vingt-sept ans aprÃ"s le génocide au cours duquel un million de Tutsis et d'autres citoyens rwandais ont été brutalement assassinés, la tragédie n'a toujours pas livré tous ses secrets. Certains événements et situations qui défigurent aujourd'hui le décor politique rwandais pourraient-ils être susceptibles d'éclair quelques pans parmi les plus sombres du passéÂ? La recherche de la vérité progresse malgré tout. Trop souvent cependant, nous sommes confrontés à des présentations aussi partiales que peu subtiles de la tragédie rwandaise. C' comme si nous étions alors acculés à ranger toutes les victimes dans un camp ethnique et tous les coupables dans l'autre. Les mensonges et l'agit-prop, qui ne le cèdent parfois en rien aux pratiques staliniennes, sont élevés au rang d'expressions crédibles du traumatisme et de l'indignation par des observateurs naÃ-fs, pédants ou suffisants. Les questions dA©pourvues de préjugés sur la cause profonde et les véritables circonstances du malheur rwandais sont héla plus souvent qu'à leur tour écartées par un barrage d'artillerie rhétorique. Les salves d'accusation trop facile noms de négationnisme ou de divisionnisme. Les interrogations légitimes, les observations impartiales et les préoccupations critiques doivent céder le pas à "l'histoire officielle et fabriquée", qui bénéficie de l'imprimatur de F Kagame, président du Rwanda. Comme si Kigali voulait se réserver en permanence le pouvoir d'exploiter habilement le complexe de culpabilité d'une partie de sa propre population et de la communauté internationale. Des questions essentielles Ces obstacles ne doivent pas nous décourager de continuer à chercher la vérité et à questionner sans Å"illÃ"res l'histoire officielle. Comment est-il possible que tant de Rwandais soient tombés dans le pià ge de la radicalisation meurtrià re? Qui y avait intérêt? Des plans machiavéliques ont-ils été mis en oeuvre? Habyarimana étã responsable ou otage d'un entourage hutu extrémiste ? Qui a commandité les meurtres politiques dans les mois précédant le génocide ? Les plans de déstabilisation forgés avant l'attentat contre l'avion présidentiel du 6 avril visaie ils déjà l'extermination des Tutsis? Qui a abattu cet appareil? Kagame n'aurait-il pas pu mettre fin au génocide plus tÃ′t? Les Belges et les Français n'auraient-ils pas pu, ensemble, peser davantage sur le processus de paix? Les Américains, les Britanniques, l'Ougandais Museveni, peuvent-ils être mis hors de cause? Quid de l'attitude du Conseil de sécurit du secrétariat de l'ONU ? Sait-on tout du rà le des Belges ? Est-il vrai que notre politique de tutelle avait déjà semé les graines de la tension ethnique ? Il existe certes ici et là quelques tentatives louables qui tâchent d'interroger avec franchise le passé récent, et on peut espérer qu'elles se multiplient. Un rapport coupable de légà reté Mais je do que le rapport de la commission d'historiens français (le rapport Duclert) nous rapproche beaucoup de la vérité. Je ne peux que souscrire A de nombreuses conclusions de l'A©tude commandA©e par le prA©sident Macron sur le rA´le de la France avant et pendant le génocide. Mon livre sur le Rwanda fourmille en effet d'exemples de décisions et d'initiatives françaises, qui ont souvent mis les Belges et les autres acteurs diplomatiques devant le fait accompli. L'arrogance avec laquelle les troupes militaires fran§aises se sont souvent comport©es ou l'indulgence que la France r©servait de graves violations des droits de l'homme restent choquantes. Mais sur des points essentiels, le rapport se montre coupable de Iégèreté et d'omissions inexcusables. Contrairement à ce qu'affirme la commission, la France a bel et bien soutenu les accords d'Arusha, qui avaient prévu un ample partage du pouvoir (au point de faire craindre à de nombreux Hutus un retour à la domination ancestrale des Tutsis). Les responsabilités du Front patriotique rwandais (FPR) sont tantà t passées sous silence et tantà t sous-estimées. Le malheur causé par les attaques récurrentes du FPR de 1990 Ã 1994 contre les centaines de milliers d'agriculteurs en fuite est largement édulcoré. Mais comme si cela ne suffisait pas les déclarations médiatiques intempestives du président de la commission, le professeur Duclert, tournent en dérision le sérieux scientifique qu'il est censé incarner. Des soi-disant axiomes consacrant l'absence d'antagonisme ethnique dans la société rwandaise traditionnelle, des définitions non étayées telles que la "dictature raciste d'Habyarimana", et enfin quitus impeccable accordé au FPR, sont tous considérés comme des acquis indiscutables. Le président de la République aurait tort de se vanter de ce rapport et de s'en inspirer pour la conduite de sa diplomatie rwandaise. De même, je crains que le nombre étonnamment élevé de journalistes, d'universitaires et d'hommes politiques français qui rejoignent aveugl©ment le chÁ"ur de la propagande Ā Kigali, ne se rendent pas compte qu'ils mettent leur propre cr©dibilitÂ@ en jeu. L'indignation sélective a fait son temps Ce constat peut sembler dur. Mais n'est-il pas grand temps de nous libérer d'une complaisance paralysante? Tout comme nous nous montrions sévères à l'égard Habyarimana à l'ér n'est-il pas temps à présent de demander à Kagame qu'il rende des comptes ? Les réalisations indéniables et lo "Singapour de l'Afrique centrale" ne peuvent plus être invoquées à tout bout de champ. Surtout s'il s'agit de justifier silence, l'étourderie ou l'indifférence face aux statistiques aseptisées, aux violations des droits humains et aux actions de déstabilisation dans la région des Grands Lacs, qui s'opà rent sous la responsabilité de l'homme fort de Kigali. L derniÃ"re, j'avais écrit un article d'opinion indigné sur le silence de nos médias et de nos politiciens concernant la mort suspecte du chanteur de gospel Kizito, un Tutsi qui avait osé demander que la compassion pour la douleur s'étende également aux Hutus. Plus récemment, une mà re tutsi de quatre enfants a trà s courageusement exprimé publiquement son "ras-le-bol" à propos d'un certain nombre d'abus commis au Rwanda aujourd'hui. Elle a été immédiatement menotté et emprisonnée. Depuis des années, des citoyens sont intimidés ou privés de leur liberté. Certains sont portés dispar

d'autres encore ont été assassinés, que ce soit au Rwanda ou à l'étranger. Paul Rusesabagina fait actuellement lâ

d'un procÃ"s à Kigali. Sachant que la diplomatie du mégaphone n'est pas toujours la seule méthode efficace en la matiÃ"re, j'ose croire que notre gouvernement gÃ"re avec sagesse la défense des droits et intérÃats de ce compatriote et que notre Parlement s'engage également dans le débat. Mais nous ne gagnerons ni compréhension ni respect en agissant de manià re trop prudente. L'indignation sélective a fait son temps. Je me demande d'ailleurs pourquoi le président du Conseil européen, Charles Michel, ne s'est pas exprimé en public à ce sujet aprÃ"s sa rencontre à Kiga le chef d'État rwandais, quelques jours aprÃ"s qu'une résolution largement soutenue du Parlement européen ait demandÃ un procÃ"s juste et équitable pour Paul Rusesabagina. Espérons qu'il l'ait fait pendant l'audience. Je persiste à croire que la discrétion dont s'entoure la diplomatie a ses méthodes et ses raisons. Or, fermer les yeux n'est désormais plus possible. Les agendas et leurs acteurs doivent Ãatre démasqués. Tout le monde n'en est pas convaincu, mais beaucoup le sont. Il n'y a pas si longtemps, j'écrivais : "AprÃ"s tout, ne nous sommes-nous pas tromp©s au sujet de Paul Kagame et de son Front patriotique rwandais (FPR) ? L'emballage habile et attrayant de nobles revendications (retour des réfugiés, démocratie, partage du pouvoir, droits de l'homme) qui se virent bien accueillies en 1990 par la communautÃ internationale, dont la Belgique, et par l'opposition interne, a servi à cacher ses véritables intentions : attirer tout le pouvo à lui et le sécuriser d'une main de fer, donner libre cours aux ambitions interventionnistes au Congo…" Vingt-sept ans r tard, nous devons continuer A insister sur la gravitA© du gA©nocide et sur les souffrances indicibles de centaines de milliers de malheureuses victimes. Nous devons continuer A lutter contre la banalisation et la simplification extrAames, afin que chaque Rwandais, sans distinction aucune, ait le droit de faire le deuil de ses prochains. Une attitude de compassion authentique guidera également la recherche de la vérité, non seulement pour déterminer dans guelle pià ce nous avons été amenés à jouer à l'époque, mais aussi pour nous libérer aujourd'hui des ambiquÃ⁻tés, des présentations unila des simplismes polarisants.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});